



Rekenhof



ODD : mise en œuvre, suivi et rapportage par les pouvoirs publics en Belgique



Suivi des recommandations de l'audit de 2020

19 mars 2024



**SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE LA *PREPAREDNESS*
REVIEW DU PROGRAMME 2030 DE L'ONU
PAR LES POUVOIRS PUBLICS EN BELGIQUE**

Daphne Vanrysselberghe, première auditrice

Benoît Dumont, premier auditeur

Pieter Nuytinck, premier auditeur

APERÇU

- 1 Contexte
- 2 Suivi des recommandations nationales
- 3 Suivi des recommandations par chaque niveau de pouvoir
- 4 Bilan par recommandation



1

CONTEXTE

- Les ODD
- Audit initial de 2020
- Méthode de suivi



Les ODD – Programme 2030

- Programme 2030 pour le Développement durable (2015, ONU)
- 17 objectifs de développement durable (ODD) et 169 sous-objectifs.

- La Belgique : 8 pouvoirs publics compétents (+ administrations locales)
- 133 des 169 sous-objectifs relèvent de leur compétence partagée



Audit initial de 2020

- Preparedness review des pouvoirs publics concernant la mise en œuvre, le suivi et l'établissement de rapports sur le Programme 2030.
- Pas : les résultats réels des politiques en matière de développement durable.
- Cour des comptes : perspective unique de l'hélicoptère
 - *Approche Whole of government*
 - Focalisée sur la coordination au sein des niveaux de pouvoir et entre eux.
- 13 recommandations
 - 3 au niveau national
 - 10 pour chaque pouvoir public



Méthode de suivi

- Sur la base des déclarations de l'administration et sur les documents transmis pour les étayer.
 - Pas d'audit de suivi.
 - Publication en février 2024
-
- Suivi des recommandations de la Cour des comptes via monitor.ccrek.be



2

SUIVI DES RECOMMANDATIONS NATIONALES



Coordination nationale (1)

Recommandation 1 : La Conférence interministérielle du développement durable (CIMDD) doit reprendre son rôle de coordination et veiller à poursuivre le rapportage international via un examen national volontaire adapté.

- Relancement de la CIMDD depuis 2022.
- Accent mis sur la rédaction du deuxième examen national volontaire (ENV, juillet 2023).



Coordination nationale (2)

Recommandation 2 : La CIMDD doit réévaluer la stratégie nationale de 2017 sur la base d'une analyse des besoins actualisée, en incluant la participation des parties prenantes. Elle doit vérifier dans quelle mesure les chantiers de coopération ont été réalisés et dans quelle mesure ils peuvent continuer à servir de cadre de référence pour les initiatives en matière de développement durable. À cette occasion, elle doit fixer des objectifs concrets et chiffrés sur la base du programme 2030.

Recommandation 4 : Les différents niveaux de pouvoir doivent considérer la stratégie nationale adaptée comme une vision commune dans laquelle s'inscrivent les plans stratégiques et autres engagements politiques en matière de développement durable.

- Pas d'actualisation de la stratégie nationale



Indicateurs nationaux

Recommandation 3 : Sur la base des listes d'indicateurs existant au niveau international, l'Institut interfédéral de statistique doit élaborer des indicateurs visant à couvrir tous les aspects des ODD. Dans l'élaboration des indicateurs applicables à toutes les autorités régionales, il faut tenir compte de la taille de ces autorités pour maximiser la pertinence et la comparabilité. Ces indicateurs devraient reposer sur un échantillon suffisamment large pour pouvoir être ventilés entre les régions.

- 116 indicateurs pour suivre les ODD en Belgique (en février 2021).
- 82 sont publiés sur la page www.indicators.be.
- Débat sociétal (en juin 2023) : 157 indicateurs, dont 75 nouveaux et ajout de 12 d'entre eux à court terme.



3

SUIVI DES RECOMMANDATIONS PAR CHAQUE NIVEAU DE POUVOIR

- Fédéral
- Flandre
- Communauté germanophone
- Région wallonne
- Communauté française
- Région de Bruxelles-Capitale
- Cocof
- Cocom



Fédéral



Engagement politique

Recommandation 5 : Les pouvoirs publics doivent transposer les ODD mondiaux dans leurs plans stratégiques en objectifs concrets. Ils doivent également y lier les mesures stratégiques nécessaires.

Recommandation 6 : Des valeurs cibles doivent être définies pour ces indicateurs.

- Un nouveau plan fédéral de développement durable (1er octobre 2021).
- Les ODD comme fil conducteur ainsi que l'action interdépartementale -> il ne s'agit pourtant pas d'un plan de mise en œuvre des ODD.
- Les notes de politique des ministres explicitement liées aux ODD et aux sous-objectifs (2023 : 11 notes de politique ne mentionnent pas d'ODD ou de sous-objectifs).



Sensibilisation du public et dialogue avec les parties prenantes

Recommandation 7 : Dans le cadre de la préparation et de l'exécution de leur stratégie de développement durable, les différents niveaux de pouvoir doivent veiller à impliquer les citoyens et les parties prenantes pertinentes, de préférence de manière planifiée.

- Préparation du plan fédéral : participation des citoyens et de parties prenantes, cf. loi de 1997.
- Mise en œuvre : rapport annuel du CIDD aux principaux organes consultatifs fédéraux.



Responsabilités et moyens

Recommandation 8 : Les pouvoirs publics doivent assurer, par niveau de pouvoir, une coordination et un suivi explicites des plans et des mesures stratégiques par rapport aux ODD. Ils doivent établir clairement les responsabilités de l'ensemble des acteurs publics.

Recommandation 9 : Les pouvoirs publics doivent indiquer dans leurs plans stratégiques de développement durable une estimation des moyens nécessaires à la réalisation des objectifs.

- Responsabilité CIDD. Comprend les SPP et les SPF, mais pas tous les organismes publics fédéraux pertinents.
- Les politiques de développement durable au niveau fédéral sont réparties entre différents plans d'action qui mettent en œuvre les ODD.
- Le nouveau plan : pas d'estimation des moyens nécessaires.



Préparation de la politique

Recommandation 10 : Les gouvernements doivent préparer l'élaboration de leurs plans stratégiques de développement durable au moyen d'une comparaison détaillée entre la politique existante et les ODD à réaliser.

IFDD a réalisé pour le plan fédéral une mise à jour de l'analyse de l'écart entre les 169 sous-objectifs des ODD et les engagements pris par le gouvernement fédéral pour contribuer à leur réalisation.



Indicateurs

Recommandation 11 : Les institutions en charge du monitoring et du rapportage doivent veiller à ce que les séries d'indicateurs utilisées par les gouvernements soient conformes à la liste des indicateurs élaborée par l'IIS et soient suffisamment mesurables au moyen de valeurs cibles. En concertation avec les responsables de projets, ils doivent également lier ces indicateurs aux mesures ou aux projets concrets visant à réaliser les ODD.

- Site web www.indicators.be (Bureau fédéral du plan)
- 82 indicateurs > 51 pour les ODD (3 par ODD) > 26 d'entre eux fixe un objectif chiffré d'ici 2030.
- Pas associés à des mesures ou projets concrets



Rapports d'avancement

Recommandation 12 : Les différents niveaux de pouvoir doivent rédiger régulièrement des rapports concernant la politique mise en œuvre en matière d'ODD. Ils doivent mettre en place une communication et un calendrier précis afin de coordonner ces rapports en vue de l'examen national volontaire.

- Rapports du Bureau fédéral du plan : évaluation par indicateurs mais sans association à des mesures ou projets issus du plan fédéral.
- L'objectif est d'établir un rapport annuel.
- 30 % de ces mesures ne sont pas (encore) en phase d'exécution (mai 2023)



Flandre



Engagement politique

Recommandation 5 : Les pouvoirs publics doivent transposer les ODD mondiaux dans leurs plans stratégiques en objectifs concrets. Ils doivent également y lier les mesures stratégiques nécessaires.

Recommandation 6 : Des valeurs cibles doivent être définies pour ces indicateurs.

- Vizier 2030 : cadre d'objectifs complété par un ensemble d'indicateurs.
- Fait partie de la partie opérationnelle de la quatrième stratégie flamande de développement durable (VSDO₄).
- Les mesures politiques flamandes sont élaborées dans la politique régulière.
- Vizier 2030 ne fournit que quelques cibles/objectifs clairs.



Sensibilisation du public et dialogue avec les parties prenantes

Recommandation 7 : Dans le cadre de la préparation et de l'exécution de leur stratégie de développement durable, les différents niveaux de pouvoir doivent veiller à impliquer les citoyens et les parties prenantes pertinentes, de préférence de manière planifiée.

- A propos de l'élaboration de la quatrième stratégie flamande de développement durable (VSDO₄) :
 - auditions
 - avis de tous les conseils consultatifs stratégiques flamands ainsi que de l'Association des villes et communes flamandes (VVSG) et de l'Association des provinces flamandes (VVP)



Responsabilités et moyens

Recommandation 9 : Les pouvoirs publics doivent indiquer dans leurs plans stratégiques de développement durable une estimation des moyens nécessaires à la réalisation des objectifs.

- Non inclus dans la quatrième stratégie flamande de développement durable (VSDO₄).



Préparation de la politique

Recommandation 10 : Les gouvernements doivent préparer l'élaboration de leurs plans stratégiques de développement durable au moyen d'une comparaison détaillée entre la politique existante et les ODD à réaliser.

- VSDO₄ préparée sans comparaison entre les mesures existantes et les ODD.
- Dans le cadre de la contribution flamande à la deuxième UNR, une analyse de l'écart par rapport à la cible a été réalisée pour chaque ODD.



Rapports d'avancement

Recommandation 13 : Ils doivent intégrer leurs plans stratégiques et opérationnels relatifs aux ODD dans un cycle de politique et de gestion pluriannuel, et procéder à un suivi et un rapportage aux parlements. Il est préférable d'ancrer ce processus dans la législation.

- Instructions incluses dans les notes politiques et budgétaires (BAT) 2023.
- Pas encore visible dans la pratique.



Communauté germanophone



Engagement politique

Recommandation 5 : Les pouvoirs publics doivent transposer les ODD mondiaux dans leurs plans stratégiques en objectifs concrets. Ils doivent également y lier les mesures stratégiques nécessaires.

- Thème de la durabilité dans le concept de développement régional (REK) Ostbelgien Leben 2025.
- Chaque projet comporte un chapitre indiquant la contribution aux ODD
- Début de l'élaboration de la nouvelle vision intégrée Ostbelgien Leben 2040 en 2021.
- 2 stratégies imbriquées (développement et gestion de l'espace) avec des objectifs et des domaines d'action.
- Présentée le 7 mars 2024.



Sensibilisation du public et dialogue avec les parties prenantes

Recommandation 7 : Dans le cadre de la préparation et de l'exécution de leur stratégie de développement durable, les différents niveaux de pouvoir doivent veiller à impliquer les citoyens et les parties prenantes pertinentes, de préférence de manière planifiée.

- Ostbelgien Leben 2040 : vaste processus de participation avec la société civile, les municipalités, de nombreuses associations, organisations et institutions actives au niveau régional, l'administration et les organes politiques.
- Octobre 2021 : forum hybride sur l'avenir.
- Ensuite : ateliers thématiques publics et ateliers spécialisés.
- Participation citoyenne de proximité avec l'Ostbelgienmobil et en ligne.



Responsabilités et moyens

Recommandation 9 : Les pouvoirs publics doivent indiquer dans leurs plans stratégiques de développement durable une estimation des moyens nécessaires à la réalisation des objectifs.

- Programmes de mise en œuvre à partir de 2024 accompagnés d'une analyse précise des interrelations entre les différents plans stratégiques et les ressources nécessaires.



Préparation de la politique

Recommandation 10 : Les gouvernements doivent préparer l'élaboration de leurs plans stratégiques de développement durable au moyen d'une comparaison détaillée entre la politique existante et les ODD à réaliser.

- La CG utilise les indicateurs de l'ONU et de diverses institutions en Allemagne et dans les pays voisins.
- Seule une comparaison conditionnelle est possible avec d'autres gouvernements territoriaux (avec leurs propres séries d'indicateurs).
- La CG ne fait pas partie de l'Institut statistique interfédéral
- Par conséquent, elle n'exerce aucune influence sur l'élaboration d'indicateurs de durabilité pour les différentes régions.



Rapports d'avancement

Recommandation 12 : Les différents niveaux de pouvoir doivent rédiger régulièrement des rapports concernant la politique mise en œuvre en matière d'ODD. Ils doivent mettre en place une communication et un calendrier précis afin de coordonner ces rapports en vue de l'examen national volontaire.

- Discussion semestrielle en conclave gouvernemental
- Rapports d'avancement à la disposition du Parlement de la CG et des citoyens (www.ostbelgienlive.be)



Waals Gewest



Politiek engagement

Aanbeveling 5: De overheden moeten in hun strategische plannen de mondiale SDG's omzetten in concrete doelstellingen. Daaraan dienen ook de nodige beleidsmaatregelen te worden gekoppeld.

Aanbeveling 6: De overheden moeten streefwaarden voor de indicatoren vaststellen.

- SWDD3 goedgekeurd op 22 september 2022.
- 61 prioritaire doelstellingen - 89 becijferde doelstellingen met deadline 2030 en vergezeld van indicatoren.
- Deze doelstellingen moeten dus de overheidstussenkomsten tussen nu en 2030 structureren door middel van de Waalse strategieën en actieplannen.



Publieke bewustmaking en dialoog met de stakeholders

Aanbeveling 7: De verschillende overheden dienen in het kader van de voorbereiding en de uitvoering van hun strategie rond duurzame ontwikkeling de betrokkenheid van de burgers en de relevante stakeholders bij voorkeur planmatig vast te leggen.

- Partenariat wallon pour le développement durable = overlegorgaan dat elf stakeholdergroepen verenigt.
- Taken: bijdragen tot de voorbereiding van het SWDD3-actieplan, de uitvoering en opvolging ervan, deelnemen aan en reageren op de rapportering ervan, de co-constructie van de langetermijnvisie voorbereiden.
- Verschillende maatregelen van het actieplan zijn overigens gericht op de sensibilisering, de opleiding en de betrokkenheid van het maatschappelijke middenveld.



Beleidsvoorbereiding

Aanbeveling 10: De overheden dienen de uitwerking van hun strategische plannen inzake duurzame ontwikkeling voor te bereiden aan de hand van een grondige vergelijking tussen het bestaande beleid en de te bereiken SDG's.

Het bepalen van de becijferde doelstellingen in de derde Stratégie wallonne de Développement Durable was gebaseerd:

- enerzijds op een selectie van de doelstellingen van de Agenda 2030 die als prioritair worden beschouwd;
- anderzijds op de doelstellingen in de bestaande of nog op te stellen plannen op Waals niveau om die doelstellingen te bereiken.



Voortgangsrapportering

Aanbeveling 12: De verschillende overheden dienen een regelmatige rapportering over het gerealiseerde beleid ten aanzien van de SDG's te verzekeren. Zij moeten zorgen voor een accurate communicatie en timing die een coördinatie van deze rapporten toelaten met het oog op de Voluntary National Review.

- Er wordt nog steeds voldaan aan de rapporteringsverplichtingen van het decreet van 27 juni 2013.
- Eerste en ten minste tweejaarlijks rapport over de voortgang van het actieplan van de strategie.
- Tweede rapport op basis van indicatoren die de realisatie van de SDG's als zodanig evalueren (Waalse balans van de vooruitgang naar de SDG's).



Voortgangsrapportering

Aanbeveling 13: De overheden dienen hun strategische en operationele plannen over SDG's te integreren in een meerjarige beleids- en beheerscyclus, met een periodieke opvolging en rapportering aan de parlementen. Het verdient de voorkeur dit proces wettelijk vast te leggen.

- De meerjarige cyclus werd ingevoerd bij het decreet van 27 juni 2013 betreffende de strategie rond duurzame ontwikkeling.
- Dat decreet specificeert ook de rapporteringsmodaliteiten aan het parlement:
 - enerzijds het overhandigen van een samenvatting van het voortgangsrapport;
 - anderzijds het indienen van de nieuwe strategie voor presentatie en bespreking binnen een maand na de goedkeuring ervan.



Verantwoordelijkheden en middelen

Aanbeveling 8: De overheden dienen per bestuursniveau te zorgen voor een duidelijke coördinatie en opvolging van de strategische plannen en beleidsmaatregelen ten aanzien van de SDG's. Zij moeten de verantwoordelijkheden van alle overheidsactoren duidelijk vastleggen.

Aanbeveling 9: De overheden moeten in hun strategische plannen rond duurzame ontwikkeling een raming opnemen van de middelen die nodig zijn om de doelstellingen te realiseren.

- Minister van Milieu ook belast met duurzame ontwikkeling.
- Maar duurzame ontwikkeling = transversale regeringsbeleidsmaatregel => minister-president van de Waalse regering verantwoordelijk voor beleidscoördinatie.
- Een actie van het actieplan beoogt de Waalse begrotingsprogramma's te koppelen aan de SDG's.



Indicatoren

Aanbeveling 11: De organen die opvolgen en rapporteren, moeten erover waken dat de indicatorensets die de overheden gebruiken, in overeenstemming zijn met de lijst van indicatoren van het IIS en dat ze voldoende meetbaar zijn op basis van streefwaarden. In overleg met de projectleiders moeten zij deze indicatoren ook koppelen aan de concrete maatregelen of projecten die uitgewerkt worden voor het realiseren van de SDG's.

- Samenwerking tussen DDD, IWEPS en IIS om te zorgen voor een maximale samenhang tussen de nationale en regionale indicatorsystemen.
- 42 gemeenschappelijke indicatoren.



Fransé Gemeenschap



Beleidsvoorbereiding

Aanbeveling 10: De overheden dienen de uitwerking van hun strategische plannen inzake duurzame ontwikkeling voor te bereiden aan de hand van een grondige vergelijking tussen het bestaande beleid en de te bereiken SDG's.

- Gebrek aan een specifiek strategisch plan voor de SDG's.
- Plan Fédé 20>25: link gelegd tussen de strategische en operationele doelstellingen en de verschillende SDG's.
- De diensten die aan de SDG's bijdragen werden in kaart gebracht.



Politiek engagement

Aanbeveling 5: De overheden moeten in hun strategische plannen de mondiale SDG's omzetten in concrete doelstellingen. Daaraan dienen ook de nodige beleidsmaatregelen te worden gekoppeld.

Aanbeveling 6: De overheden moeten streefwaarden voor de indicatoren vaststellen.

- Strategische en operationele doelstellingen gekoppeld aan de verschillende SDG's in Plan Fédé 20>25
- Indicatoren geïdentificeerd en gekoppeld aan doelstellingen in Plan Fédé 20>25
- Indicatoren echter niet specifiek voor de SDG's en niet overeen met de lijst van indicatoren van het IIS
- Doelstellingen tot 2025.



Publieke bewustmaking en dialoog met de stakeholders

Aanbeveling 7: De verschillende overheden dienen in het kader van voorbereiding en de uitvoering van hun strategie rond duurzame ontwikkeling de betrokkenheid van de burgers en de relevante stakeholders bij voorkeur planmatig vast te leggen.

- Geen gestructureerd plan om de burgers en de stakeholders te raadplegen.
- Deze verschillende stakeholders van het maatschappelijke middenveld werden echter wel geraadpleegd en betrokken bij het opstellen van de verschillende strategische plannen met betrekking tot de SDG's.



Verantwoordelijkheden en middelen

Aanbeveling 8: De overheden dienen per bestuursniveau te zorgen voor een duidelijke coördinatie en opvolging van de strategische plannen en beleidsmaatregelen ten aanzien van de SDG's. Zij moeten de verantwoordelijkheden van alle overheidsactoren duidelijk vastleggen.

Aanbeveling 9: De overheden moeten in hun strategische plannen rond duurzame ontwikkeling een raming opnemen van de middelen die nodig zijn om de doelstellingen te realiseren.

- Geen enkele minister specifiek belast met het aansturen van de SDG's in hun geheel. Minister-president coördineert het beleid inzake ecologische transitie.
- Administratie verantwoordelijk voor het sturen van de SDG's geherstructureerd en versterkt.
- Een begrotingslijn in de initiële begroting 2023 maar ook andere belangrijke begrotingen.



Voortgangsrapportering

Aanbeveling 13: De overheden dienen hun strategische en operationele plannen over SDG's te integreren in een meerjarige beleids- en beheerscyclus, met een periodieke opvolging en rapportering aan de parlementen. Het verdient de voorkeur dit proces wettelijk vast te leggen.

- Decreet Ecologische Transitie: productie van activiteiten-, opvolgings- en impactrapporten, evenals in de communicatie daarover aan het parlement.
- Rapporten bezorgd aan het parlement over ander beleid dat gekoppeld is aan de SDG's.



Brussels Hoofdstedelijk Gewest



Aanbevelingen niet uitgevoerd

- Politiek engagement: 5
 - Verantwoordelijkheden en middelen: 8 en 9
 - Beleidsvoorbereiding: 10
 - Voortgangsrapportering: 12 en 13
-
- GPDO niet gewijzigd om meer rekening te houden met Agenda 2030.
 - Geen enkele minister belast met die materie. Geen enkel Brussels orgaan aangewezen om de realisatie van de SDG's als dusdanig op te volgen.
 - In de begrotingsprogramma's staat niets over de middelen die expliciet worden toegewezen aan de realisatie van de Agenda 2030.
 - Er wordt overigens niet specifiek aan het parlement gerapporteerd over de uitvoering van de Agenda 2030.
 - Het GPDO kadert niet in een meerjarige beleids- en beheerscyclus.



Aanbevelingen deels uitgevoerd

- Politiek engagement: 6
- Publieke bewustmaking en dialoog met de stakeholders: 7
- Indicatoren: 11

- Perspective.brussels is via het Brussels Instituut voor Statistiek en Analyse (BISA) lid van het IIS.
- Neemt deel aan de werkgroep Indicatoren van duurzame ontwikkeling.
- In het kader van het GBP acties voor sensibilisering, informatie en raadpleging van het publiek worden uitgevoerd en zijn gepland.



Fransé Gemeenschapscommissie



Niet uitgevoerde aanbevelingen

- Publieke bewustmaking en dialoog met de stakeholders: 7
- Verantwoordelijkheden en middelen: 8
- Beleidsvoorbereiding: 10
- Indicatoren: 11
- Voortgangsrapportering: 12 en 13

- Geen specifiek strategisch plan voor de SDG's.
- Franse gemeenSchapscommissie richt zich niet rechtstreeks tot de burgers.
- Niemand werd belast met de coördinatie en opvolging.
- Geen SDG-opvolgingsindicatoren.
- Geen rapporteringsverplichtingen.



Deels uitgevoerde aanbevelingen

- Politiek engagement: 5 en 6
- Strategisch plan van ecologische transitie verwijst niet expliciet naar de SDG's.
- Bepaalde milieugerelateerde acties zijn wel opgenomen als operationele doelstellingen in een strategisch plan van ecologische transitie.
- Het strategisch plan maakt zelf deel uit van een hele reeks Brusselse regionale programma's met doelstellingen voor 2030.



Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie



Niet uitgevoerde aanbevelingen

- Politiek engagement: 6
 - Verantwoordelijkheden en middelen: 8 en 9
 - Beleidsvoorbereiding: 10
 - Voortgangsrapportering: 12 et 13
-
- Geen specifiek strategisch plan voor de SDG's maar GWGP
 - Geen streefwaarden gedefinieerd voor de indicatoren van het GWGP
 - Geen rapporteringsverplichtingen
 - Er werd niet specifiek gerapporteerd aan de Verenigde Vergadering
 - Niemand werd belast met de opvolging van de realisatie van de SDG's
 - In de begrotingsprogramma's staat niets over de middelen die expliciet worden toegekend aan de realisatie van de SDG's



Deels uitgevoerde aanbevelingen

- Politiek engagement : 5
- Publieke bewustmaking en dialoog met de stakeholders : 7
- Als onderdeel van het Geïntegreerd Plan voor Maatschappelijke Gezondheid (ISSP): er is begonnen met het specificeren van indicatoren voor elke doelstelling
- Geen gestructureerd plan om de burgers en de stakeholders te raadplegen
- Eén van de assen van het GWGP bestaat er echter in de burger meer te betrekken bij de uitbouw en de opvolging van het strategisch instrument dat dat plan vormt



Indicatoren

Aanbeveling 11: De organen die opvolgen en rapporteren, moeten erover waken dat de indicatorensets die de overheden gebruiken, in overeenstemming zijn met de lijst van indicatoren van het IIS en dat ze voldoende meetbaar zijn op basis van streefwaarden. In overleg met de projectleiders moeten zij deze indicatoren ook koppelen aan de concrete maatregelen of projecten die uitgewerkt worden voor het realiseren van de SDG's.

- Het Observatorium voor Gezondheid en Welzijn van het BHG
 - kan indicatoren opstellen
 - het streeft ernaar de resultaten vergelijkbaar te maken en de verwerking van de gegevens te harmoniseren met de andere bestuursniveaus
 - SDG's 1 (geen armoede) en 3 (goede gezondheid en welzijn): dezelfde indicatoren gebruikt als deze die werden geselecteerd door het IIS en die worden opgevolgd door het FPD



4

BILAN PAR RECOMMANDATION

Engagement politique

Recommandation 4

Les différents niveaux de pouvoir doivent considérer la stratégie nationale adaptée comme une vision commune dans laquelle s'inscrivent les plans stratégiques et autres engagements politiques en matière de développement durable.

Fédéral	✗
Flandre	✗
Région wallonne	✗
Communauté française	✗
Région de Bruxelles-Capitale	✗
Cocof	✗
Cocom	✗
Communauté germanophone	✗

Recommandation 5

Les pouvoirs publics doivent transposer les ODD mondiaux dans leurs plans stratégiques en objectifs concrets. Ils doivent également y lier les mesures stratégiques nécessaires.

Fédéral	⌚
Flandre	⌚
Région wallonne	✓
Communauté française	⌚
Région de Bruxelles-Capitale	✗
Cocof	⌚
Cocom	⌚
Communauté germanophone	⌚

Engagement politique

Recommandation 6 Des valeurs cibles doivent être définies pour ces indicateurs.	Fédéral	~
	Flandre	~
	Région wallonne	~
	Communauté française	~
	Région de Bruxelles-Capitale	~
	Cocof	~
	Cocom	✘
	Communauté germanophone	~

Sensibilisation du public et dialogue avec les parties prenantes

Recommandation 7

Dans le cadre de la préparation et de l'exécution de leur stratégie de développement durable, les différents niveaux de pouvoir doivent veiller à impliquer les citoyens et les parties prenantes pertinentes, de préférence de manière planifiée.

Fédéral	✓
Flandre	✓
Région wallonne	✓
Communauté française	~
Région de Bruxelles-Capitale	~
Cocof	✗
Cocom	~
Communauté germanophone	✓

Responsabilités et moyens

Recommandation 8

Les pouvoirs publics doivent assurer, par niveau de pouvoir, une coordination et un suivi explicites des plans et des mesures stratégiques par rapport aux ODD. Ils doivent établir clairement les responsabilités de l'ensemble des acteurs publics.

Fédéral	1
Flandre	1
Région wallonne	1
Communauté française	1
Région de Bruxelles-Capitale	X
Cocof	X
Cocom	X
Communauté germanophone	1

Recommandation 9

Les pouvoirs publics doivent indiquer dans leurs plans stratégiques de développement durable une estimation des moyens nécessaires à la réalisation des objectifs.

Fédéral	X
Flandre	X
Région wallonne	1
Communauté française	1
Région de Bruxelles-Capitale	X
Cocof	1
Cocom	X
Communauté germanophone	1

Préparation de la politique

Recommandation 10

Les gouvernements doivent préparer l'élaboration de leurs plans stratégiques de développement durable au moyen d'une comparaison détaillée entre la politique existante et les ODD à réaliser.

Fédéral	✓
Flandre	✓
Région wallonne	✓
Communauté française	✓
Région de Bruxelles-Capitale	✗
Cocof	✗
Cocom	✗
Communauté germanophone	~

Indicateurs

Recommandation 11 Les institutions en charge du monitoring et du rapportage doivent veiller à ce que les séries d'indicateurs utilisées par les gouvernements soient conformes à la liste des indicateurs élaborée par l'IIS et soient suffisamment mesurables au moyen de valeurs cibles. En concertation avec les responsables de projets, ils doivent également lier ces indicateurs aux mesures ou aux projets concrets visant à réaliser les ODD.	Fédéral	?
	Flandre	?
	Région wallonne	?
	Communauté française	?
	Région de Bruxelles-Capitale	?
	Cocof	✗
	Cocom	✓
	Communauté germanophone	?

Rapports d'avancement

Recommandation 12

Les différents niveaux de pouvoir doivent rédiger régulièrement des rapports concernant la politique mise en œuvre en matière d'ODD. Ils doivent mettre en place une communication et un calendrier précis afin de coordonner ces rapports en vue de l'examen national volontaire.

Fédéral	✓
Flandre	?
Région wallonne	✓
Communauté française	✓
Région de Bruxelles-Capitale	✗
Cocof	✗
Cocom	✗
Communauté germanophone	✓

Recommandation 13

Ils doivent intégrer leurs plans stratégiques et opérationnels relatifs aux ODD dans un cycle de politique et de gestion pluriannuel, et procéder à un suivi et un rapportage aux parlements. Il est préférable d'ancrer ce processus dans la législation.

Fédéral	?
Flandre	?
Région wallonne	✓
Communauté française	?
Région de Bruxelles-Capitale	✗
Cocof	✗
Cocom	✗
Communauté germanophone	?

Merci pour votre attention

Vous pouvez consulter ou télécharger ce rapport sur www.courdescomptes.be

Il existe une version néerlandaise, française et allemande de ce rapport.



Objectifs de développement durable

Programme 2030 de l'ONU : mise en œuvre, suivi et rapportage par les pouvoirs publics en Belgique (*preparedness review*) : suivi des recommandations de l'audit de 2020